

PRÉFET DE L'HÉRAULT

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT
520, Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
34064 MONTPELLIER Cedex 2

ARRETE N°: 2013 - I - 562

OBJET : INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
Communauté d'Agglomération de Montpellier
Usine de méthanisation (AMETYST) – MONTPELLIER (34)
Mise en demeure

Le Préfet de la région Languedoc-Roussillon
Préfet de l'Hérault

Vu le Code de l'environnement, Livre V Titre 1^{er} (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement), et notamment son article L.514-1-I ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2006-I-2337 du 6 octobre 2006 autorisant la Communauté d'Agglomération de Montpellier à exploiter l'usine de méthanisation de déchets située ZAC Garosud sur la commune de Montpellier ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2012-I-096 du 13 janvier 2012 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral précité réglementant le site ;

Vu la lettre de suites de l'inspection des installations classées datée du 6 février 2013 ;

Vu le courrier de la Communauté d'Agglomération de Montpellier daté du 21 février 2013 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 20 mars 2013 ;

Considérant que, suite à la visite du 23 janvier 2013 sur le site de l'usine susvisée et au regard des résultats des mesures réalisées par l'exploitant dans le cadre de son programme de surveillance, l'inspection des installations classées a constaté que les conditions de rejet au niveau du biofiltre 3 et du charbon actif de la fosse ne respectaient pas les dispositions de l'arrêté préfectoral précité, plus précisément les seuils fixés en odeur en sortie de ces émissaires,

Considérant les éléments complémentaires et engagements apportés par la communauté d'agglomération de Montpellier dans le cadre des échanges contradictoires portant sur ce constat,

Considérant qu'aux termes de l'article L.514-1, « lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault ;

ARRETE

ARTICLE 1 – Objet

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, en tant qu'exploitant de l'usine de méthanisation de déchets située ZAC Garosud à Montpellier, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 5.3.2. de l'arrêté préfectoral modifié susvisé réglementant le site, pour ce qui concerne les valeurs limites d'émission fixées en odeur en sortie du biofiltre 3 (ligne de traitement 2) et du charbon actif de la fosse (ligne

de traitement 3), dans les conditions et délais prévus à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 2 – Conditions et délais

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires et engager les travaux qui s'imposent sur les installations pour respecter les valeurs limites d'émissions en odeur en sortie du biofiltre 3 (ligne de traitement 2) et du charbon actif de la fosse (ligne de traitement 3)

L'exploitant dispose des délais suivants à compter de la notification du présent arrêté pour se conformer à ces dispositions :

Réf. AP	Disposition	Délai
Art. 5.3.2	Mise en conformité des rejets de la ligne de traitement 3	
	Adéquation des opérations de maintenance (dont fréquence de remplacement) du charbon actif de la fosse de réception	Avant le 30/06/2013
Art. 5.3.2	Mise en conformité des rejets de la ligne de traitement 2	
	Renouvellement de la biomasse du biofiltre 3	Avant le 30/06/2013
	Présentation des mesures proposées pour améliorer l'efficacité globale de la ligne de traitement 2 (biofiltre 3) et échéancier de réalisation	Avant le 30/06/2013
	Lancement du marché relatif aux travaux	Avant le 30/09/2013
	Début des travaux d'optimisation de la ligne de traitement 2	Avant le 30/01/2014
	Fin des travaux d'optimisation de la ligne de traitement 2	Avant le 30/06/2014

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, avant échéances, les documents justifiant du respect des présentes dispositions.

Pour justifier du respect des dispositions visées à l'article 1 du présent arrêté, l'exploitant doit rendre compte de trois analyses successives conformes pour ces émissaires, soit des résultats de mesure inférieurs aux valeurs limites d'émission fixées. La fréquence est maintenue dans ce cadre à une fréquence mensuelle jusqu'à confirmation de résultats conformes pendant au moins trois mois successifs.

Un rapport de synthèse présentant et commentant les résultats de surveillance des rejets atmosphériques est transmis mensuellement avant le 20 du mois suivant à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3 – Sanctions

Si l'exploitant ne respecte pas les dispositions du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales encourues, les sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du Code de l'environnement peuvent être appliquées.

ARTICLE 4 – Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 5 – Recours

Conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du code de l'environnement susvisé, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, soit le Tribunal Administratif de Montpellier, conformément aux dispositions du code de l'environnement (article R.514-3-1) :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les

- intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 6 – Affichage et communication

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposé en mairie de Montpellier et peut y être consulté,
- une copie du présent arrêté est mise à disposition par l'exploitant à l'accueil de l'établissement où il peut y être consulté.

ARTICLE 7 – Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault,
Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargé de l'inspection des installations classées,
Le Maire de la commune de Montpellier,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur est notifiée administrativement ainsi qu'à l'exploitant.

Montpellier, le

21 MARS 2013

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général de la Préfecture



Alain ROUSSEAU

PRÉFET DE L'HÉRAULT

Préfecture

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES
LOCALES
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par :
Mme GASTARD
NOTIFICATION APMD Exploitant.doc
annick.gastard@herault.gouv.fr
Tél. : 04 67 61 68 56

Montpellier, le **21 MARS 2013**

Le Préfet de la région Languedoc Roussillon,
Préfet de l'Hérault

à

Monsieur le Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier
50 place Zeus
BP 9531
34045 MONTPELLIER Cedex

LETTRE RECOMMANDEE AVEC AR

Objet : Installation classée pour la protection de l'environnement.
Usine de Méthanisation « AMETYST » - MONTPELLIER
Référ : Arrêté préfectoral du 6 octobre 2006 et arrêté préfectoral complémentaire du
13 janvier 2013.
Visite d'inspection du 13 janvier 2013.
P.J. : 1

Je vous prie de trouver, sous ce pli, une copie de l'arrêté préfectoral vous mettant en demeure de procéder, dans les délais prescrits, aux actions définies par l'article 1^{er} visant au respect des dispositions des arrêtés préfectoraux susvisés réglementant le site de l'usine de méthanisation « AMETYST » que vous exploitez ZAC Garosud à Montpellier.

Je vous informe, par ailleurs, que cet arrêté sera affiché à la mairie de MONTPELLIER pendant une durée minimum d'un mois.

Pour le Préfet et par délégation
Pour le Chef de bureau



Isabelle PIEDECAUSA

COPIE POUR INFORMATION
DREAL UT34



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'HÉRAULT

Préfecture

DIRECTION DES RELATINS AVEC LES COLLECTIVITES
LOCALES
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par :
Mme GASTARD
NOTIFICATION APMD Commune.doc
annick.gastard@herault.gouv.fr
Tél. : 04 67 61 68 56

Montpellier, le **21 MARS 2013**

Le Préfet de la région Languedoc Roussillon,
Préfet de l'Hérault
à
Madame le Maire
Hôtel de ville
34000 MONTPELLIER

Objet : Installation classée pour la protection de l'environnement.
Usine de Méthanisation : arrêté préfectoral de mise en demeure.
Communauté d'Agglomération de Montpellier.

P.J. : 1

Je vous prie de trouver, ci-joint, une copie de mon arrêté de mise en demeure relatif à l'usine de méthanisation « AMETYST » exploitée ZAC de Garosud par la Communauté d'agglomération de MONTPELLIER.

Je vous saurais gré de procéder à l'affichage de cet arrêté pendant une durée minimum d'un mois et me transmettre le certificat relatif à l'accomplissement de cette formalité.

Pour Le Préfet et par délégation
Pour le Chef de bureau

Isabelle PIEDECAUSA

Copie pour information
DREAL UT 34